



## **PAS TOUCHE A NOS SERVICES PUBLICS !**

### **PAS TOUCHE A NOTRE SECU !**

Avec les politiques d'austérité imposées par l'Europe, les motifs budgétaires servent d'alibi à la droite pour porter atteinte à notre modèle social, en particulier la sécurité sociale et les services publics. Le nouveau gouvernement a décidé d'économiser 2,3 milliards dans les services publics et 5,1 milliards dans la sécurité sociale ! Parallèlement, une diminution des cotisations patronales de 32% à 25% est prévue comme cadeau aux entreprises ! Les efforts à réaliser portent une nouvelle fois sur le monde du travail alors que les revenus du capital sont épargnés ! C'est inacceptable ! **Tout ceci est imposé au nom du remboursement de la dette publique (qui représente 20% du budget fédéral annuel).** Pour mémoire, la dette publique et surtout l'intérêt de la dette trouve son origine dans une politique fiscale injuste, via des taux d'imposition qui s'appliquent depuis plus de 40 ans en faveur des plus riches, mais aussi dans les renflouements des banques privées (en 2008 et 2011) et dans une Europe politique et monétaire de droite inféodée aux théories néolibérales les plus dures. Ce ne sont donc ni les travailleurs ni la population qui auraient trop dépensé qui sont responsables de la dette - nous n'avons pas vécu au-dessus de nos moyens - mais ce sont les recettes publiques qui ont baissé. Ce ne sont donc ni les étrangers, ni les chômeurs, ni les malades, ni même les fonctionnaires qui sont responsables de l'endettement du pays, mais bien les cadeaux fiscaux donnés aux patrons et aux banques.

**Les travailleurs et les citoyens ont déjà assez payé aux plus riches ! A eux de payer leur crise !**  
**Travailler plus et gagner moins : nous disons NON !**

NON, le recul de l'âge légal de la pension à 67 ans ne va pas aider les jeunes à avoir du travail !

NON, le calcul du montant des pensions sur l'entièreté de la carrière ne va pas améliorer la qualité de vie des plus âgés !

NON, les économies sur les soins de santé ne vont pas améliorer la qualité de vie de nos enfants !

NON, la diminution du montant des allocations de chômage ne va pas augmenter le nombre d'offres d'emploi !

**Toutes ces attaques sur la sécurité sociale ne représentent rien d'autre que le vol d'une partie de nos salaires et servent à diminuer son rôle de protection collective... pour mieux la privatiser et la détruire !**

**La Sécu c'est quoi ?** La sécurité sociale est un système d'assurance collective qui organise la solidarité entre jeunes et vieux, riches et pauvres, travailleurs actifs et non actifs, bien portants et malades : ce système de solidarité réside dans ce que chacun cotise selon ses capacités contributives (montant prélevé avant que le travailleur ne le touche) et reçoit selon ses besoins (via un salaire différé et non une « charge patronale ») et non pas selon sa cotisation. Elle est donc un mécanisme de répartition des richesses qui réduit les inégalités en permettant à chacun de vivre dignement.

**De même, rappelons que les services publics permettent un accès de toutes et tous à certains biens et services par une redistribution des richesses, et c'est justement pour cette raison qu'ils sont attaqués également.**

**La CGSP-ALR de Bruxelles est déterminée à défendre notre système social et la démocratie, à lutter contre l'austérité et contre la privatisation des services publics. Nous revendiquons :**

- l'arrêt de toutes les mesures d'austérité et d'économie budgétaire, qui ne servent qu'à détruire ce que nous avons gagné par la lutte depuis 1945 : pas de saut d'index (entraînant 20.000€ de perte sur toute une carrière) ;
- une justice fiscale au bénéfice de la majorité qui permettra de refinancer services publics et sécurité sociale ;
- la garantie de l'emploi et de sa stabilité (statutarisation) : stop aux contrats précaires et à l'intérim ;
- partageons le travail : une réduction du temps de travail avec embauche compensatoire et maintien du salaire ;
- Elever le niveau des pensions du privé vers celui des pensions des services publics, et pas l'inverse ;
- l'arrêt des politiques d'exclusion : ce ne sont pas les pauvres qu'il faut chasser mais bien les inégalités !
- un moratoire sur le traité transatlantique de libre-échange entre UE et USA (TTIP) qui sera destructeur pour les services publics, la sécurité sociale et le bien-être de tous les travailleurs : stop au dumping social !

**Pour la justice sociale et contre les inégalités, défendons ensemble un refinancement pour une sécurité sociale forte et des services publics de qualité ! Notre colère est légitime, notre lutte aussi !**

**Prochains RDV :**

**8/12 : grève tournante à Bruxelles - 15/12 : grève générale nationale –  
19/12 : grève et action du D19-20 contre le TTIP**

**Pour en savoir plus et rester informé: [WWW.INFOSKES.BE](http://WWW.INFOSKES.BE) ou [INFO.NOAUSTERITY@GMAIL.COM](mailto:INFO.NOAUSTERITY@GMAIL.COM)**